

Etablissement public à caractère administratif  
73, avenue de Paris  
94160 Saint-Mandé

REPRESENTE PAR M. SEBASTIEN SORIANO, DIRECTEUR GENERAL DE L'IGN,  
NOMME PAR DECRET DU 3 JANVIER 2025 (JORF DU 4 JANVIER 2025)

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CCP n°GBM 25020

## **Accord-cadre relatif à la fourniture de pièces détachées nécessaires à la maintenance des avions de l'IGN et à des prestations de maintenance préventive et curative**

Service responsable de la passation du marché :  
Secrétariat Général  
Service des Achats et des Marchés  
Département des marchés  
73 avenue de Paris  
94160 Saint-Mandé

Le présent CCP comporte 18 feuillets numérotés de 1 à 18.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 -</b>	<b>PREAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 -</b>	<b>OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 -</b>	<b>Dispositions relatives à l'accord-cadre .....</b>	<b>4</b>
3.1	NATURE et mode de passation .....	4
3.2	FORME .....	4
3.3	MODE D'EXECUTION .....	5
3.4	Durée .....	5
3.5	Etendue .....	5
<b>ARTICLE 4 -</b>	<b>Dispositions relatives aux marchés subséquents .....</b>	<b>6</b>
4.1	Règles de consultation communes aux marchés subséquents.....	6
4.1.1	PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	6
4.1.2	JUGEMENT DES OFFRES POUR L'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	6
4.2	Durée et délai d'exécution des marchés subséquents .....	7
4.3	Forme des marchés subséquents .....	7
4.4	Notification des marchés subséquents.....	7
4.5	Contenu du bon de commande par marché subsequent .....	7
<b>ARTICLE 5 -</b>	<b>Lieu de livraison des fournitures et d'exécution des prestations .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 6 -</b>	<b>Réception, contrôle et admission des fournitures .....</b>	<b>8</b>
6.1	contrôle de réception.....	9
6.2	contrôle visuel et physique.....	10
<b>ARTICLE 7 -</b>	<b>Documents contractuels régissant l'accord-cadre et les marchés subséquents</b>	<b>10</b>
7.1	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	10
7.2	PIECES CONSTITUTIVES DE CHAQUE MARCHÉ SUBSEQUENT.....	11
<b>ARTICLE 8 -</b>	<b>SOUS-TRAITANCE (APPLICABLE UNIQUEMENT AUX PRESTATIONS DE MAINTENANCE)</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9 -</b>	<b>PRIX DU MARCHÉ.....</b>	<b>12</b>
9.1	Principes généraux.....	12
9.2	Prix indicatifs de l'accord-cadre .....	12
9.3	Prix des marchés subséquents .....	13
<b>ARTICLE 10 -</b>	<b>FACTURATION.....</b>	<b>13</b>

<b>ARTICLE 11 -</b>	<b>MODALITES ET DELAIS DE PAIEMENT.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 12 -</b>	<b>SECRET- CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13 -</b>	<b>NORMES .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14 -</b>	<b>AVANCE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 15 -</b>	<b>Garantie .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 16 -</b>	<b>ASSURANCES.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 17 -</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 18 -</b>	<b>DEMARCHE DEVELOPPEMENT DURABLE.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 19 -</b>	<b>CORRESPONDANTS TECHNIQUES, ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 20 -</b>	<b>RESILIATION.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 21 -</b>	<b>LANGUE DU MARCHE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 22 -</b>	<b>LITIGES.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 23 -</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....</b>	<b>18</b>

## ARTICLE 1 - PREAMBULE

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public à caractère administratif de l'État placé sous la double tutelle du ministre chargé du développement durable et du ministre chargé des forêts. Les missions de l'IGN sont définies dans le décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié.

La flotte aérienne de l'IGN est basée sur l'aéroport civil Paris-Beauvais à Tillé (département de l'Oise). Elle est constituée de trois avions Beechcraft King Air série 200 modifiés par ajout de trappes photographiques.

Avec sa flotte aérienne, l'IGN contribue à assurer la couverture du territoire français en images numériques et en données lidar aériennes et effectue des prises de vues d'urgence.

## ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'objet de cet accord-cadre porte sur la fourniture de pièces détachées et ingrédients nécessaires pour assurer la maintenance des avions de l'IGN, ainsi que toutes les opérations de maintenance préventive et curative sur les cellules d'aéronefs, l'avionique, l'électricité, les équipements de sécurité et l'oxygène.

Il est précisé que la maintenance des turbines et des hélices est exclue du périmètre d'intervention de l'accord-cadre.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre sont définies dans le présent cahier des clauses particulières (CCP) n°GBM 25020.

## ARTICLE 3 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

### 3.1 NATURE ET MODE DE PASSATION

Le présent accord-cadre est un marché public de fournitures passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-2 et R 2124-2 du code de la commande publique.

### 3.2 FORME

L'accord-cadre sera conclu avec trois opérateurs économiques, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres recevables.

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots juridiques séparés au motif que la partie du marché relative aux opérations de maintenance représente un volume réduit de prestations pour les candidats potentiels, compte tenu de la taille modeste de la flotte aérienne de l'IGN et des capacités propres de son atelier de maintenance.

### **3.3 MODE D'EXECUTION**

L'accord-cadre est exécuté par la conclusion de marchés subséquents lors de la survenance d'un besoin de l'IGN.

Pour ce faire, l'IGN organisera en tant que de besoin une remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre pour l'attribution des marchés subséquents.

Chaque marché subséquent sera attribué à l'un des titulaires de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations qui n'ont pas été contractualisées dans l'accord-cadre.

Les prestations (fourniture de pièces et opérations de maintenance préventive ou curative) sont exécutées dans le cadre des marchés subséquents.

Un marché subséquent portera soit sur la fourniture de pièces soit sur des prestations de maintenance.

### **3.4 DUREE**

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de réception de sa notification.

La notification consiste en un envoi du marché signé à chacun de ses attributaires.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 24 mois.

Au-delà de cette période initiale, l'accord-cadre est renouvelable par tacite reconduction pour deux nouvelles périodes consécutives de douze mois chacune, sauf si l'IGN fait part aux titulaires, par pli recommandé et au moins trente jours avant la fin de la période en cours, de son intention de ne pas reconduire l'accord-cadre.

La durée de validité de l'accord-cadre ne peut excéder quarante-huit mois suivant sa date de prise d'effet.

Les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre ne peuvent être conclus que durant la période de validité de l'accord-cadre.

La durée des marchés sera déterminée lors des remises en concurrence organisées par l'IGN.

Le délai d'exécution des marchés n'excédera pas deux mois.

### **3.5 ETENDUE**

L'accord-cadre est conclu sans montant minimal et avec un montant maximal d'un million neuf cent mille euros hors taxes.

Le montant total hors taxes des marchés subséquents conclus pendant la durée de validité de l'accord-cadre ne pourra dépasser ce montant plafond.

## ARTICLE 4 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

### 4.1 REGLES DE CONSULTATION COMMUNES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

#### 4.1.1 PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

À chaque remise en concurrence organisée par l'IGN pour la passation d'un marché subséquent, l'IGN transmet simultanément aux titulaires de l'accord-cadre, par voie électronique, une lettre de consultation comportant :

- L'expression des besoins de l'IGN, que ce soit en pièces détachées (avec description de la ou des fournitures et quantité souhaitée) ou en opérations de maintenance (avec description de la ou des opérations de maintenance à réaliser) ;
- Les éventuelles modalités particulières d'exécution des prestations faisant l'objet du marché ;
- Toutes les informations utiles pour présenter une offre.

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à remettre, dans le délai imparti, une offre présentée sous la forme d'un devis et répondant en tout point à la demande exprimée par l'IGN.

Tout devis accepté par l'IGN donne lieu à sa signature par une personne habilitée.

Ce devis signé vaut à la fois acte d'engagement, offre financière et offre technique.

A l'exception des demandes urgentes en AOG (Aircraft On Ground) pour lesquelles le délai de réponse imparti pour remettre une offre sera réduit à 24h, les offres pour les marchés subséquents sont à remettre dans un délai de 48h suivant la date d'envoi des lettres de consultation propres à chaque marché.

Tout titulaire qui est dans l'incapacité ponctuelle de déposer une offre doit en avvertir l'IGN en justifiant les motifs de sa non-participation.

#### 4.1.2 JUGEMENT DES OFFRES POUR L'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents sont attribués sur la base des critères d'attribution énoncés ci-après, notés sur 20 points et pondérés selon les fourchettes de pondération suivantes (hormis le critère relatif à la valeur technique qui est affecté d'une pondération fixe) :

- **Prix** : 30 % à 60 %
- **Délai** : 30 % à 60 %
- **Valeur technique** : 10 %

La pondération des critères est précisée dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent.

Les titulaires de l'accord-cadre, en tant que soumissionnaires aux marchés subséquents, seront notés en fonction de leurs propositions sur chacun des critères mentionnés ci-dessus.

Le soumissionnaire retenu est celui qui a obtenu la note globale la plus élevée.

## **4.2 DUREE ET DELAI D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS**

La durée des marchés subséquents n'est pas indiquée dans l'accord-cadre, elle sera fixée dans la lettre de consultation des marchés subséquents en tenant compte des spécificités du besoin de l'IGN.

Le délai d'exécution des prestations faisant l'objet des marchés subséquents ne pourra excéder deux mois.

## **4.3 FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS**

Les marchés subséquents ne sont pas allotés.

## **4.4 NOTIFICATION DES MARCHES SUBSEQUENTS**

Pour chaque marché subséquent, après avoir sélectionné l'offre économiquement la plus avantageuse, l'IGN notifiera au soumissionnaire retenu son devis revêtu de la signature de l'IGN. Le devis sera accompagné d'un bon de commande établi par l'IGN qui reprendra le détail de l'offre proposée dans le devis.

Les personnes de l'IGN habilitées à signer le devis sont le Directeur Général et toute personne bénéficiant de sa délégation de signature en matière financière.

A titre de notification, les devis signés accompagnés de leur bon de commande spécifique sont adressés à l'attributaire du marché subséquent, par messagerie électronique avec demande d'accusé de réception ou via le profil d'acheteur de l'IGN.

Le marché subséquent prend effet à la date de réception de sa notification. L'attribution du marché en devient alors le titulaire qui exécute le marché dans les conditions fixées dans son devis et le bon de commande de l'IGN s'y rapportant.

Aucune prestation ne peut être exécutée sans cette notification préalable.

Les marchés subséquents ne peuvent être notifiés à leur attributaires respectif qu'au cours de la période de validité de l'accord-cadre.

## **4.5 CONTENU DU BON DE COMMANDE PAR MARCHE SUBSEQUENT**

Pour tout marché subséquent, un bon de commande sera établi par l'IGN en complément du devis signé. Ce bon de commande ne répond pas à la définition du bon de commande de l'article R.2162-13 du code de la commande publique. Il récapitule sous une autre forme le détail du devis signé.

Le bon de commande comportera les indications suivantes :

- Le numéro du bon de commande ;
- La date de la commande ;
- Les numéros du marché subséquent et de l'accord-cadre auquel le marché est rattaché ;
- L'objet détaillé des prestations commandées (nature et quantité) ;
- Les délais, les éventuelles modalités particulières d'exécution des prestations ;
- Le montant hors taxes du bon de commande ;
- Le n° de TVA intracommunautaire de l'IGN.

## **ARTICLE 5 - LIEU DE LIVRAISON DES FOURNITURES ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le lieu de livraison des fournitures et d'exécution des prestations est le suivant :

IGN – Service de l'imagerie et de l'aéronautique (SIA)  
Aéroport Paris-Beauvais  
3 rue Cassini, 60000 TILLE

Responsable : M. le chef de département de la maintenance aéronautique

A titre exceptionnel, des opérations de maintenance pourront être réalisées chez le titulaire d'un marché subséquent. Dans ce cas, les frais d'acheminement et d'enlèvement de la pièce sont à la charge de l'IGN.

## **ARTICLE 6 - RECEPTION, CONTROLE ET ADMISSION DES FOURNITURES**

Les livraisons de pièces détachées devront être conformes à la réglementation de l'Union européenne et de l'European Union Aviation Safety Agency (EASA).

La notification de réception par le titulaire du devis accepté par l'IGN fait courir le délai de livraison des pièces ou le délai de réalisation des opérations de maintenance, conformément à l'engagement contractuel du titulaire.

Concernant les pièces détachées, l'IGN dispose d'un délai 15 jours calendaires à compter de la date de leur livraison pour procéder aux opérations de contrôle. Passé ce délai, la décision d'admission des pièces est réputée acquise.

En cas de non-conformité, l'IGN pourra prononcer le rejet des fournitures aux frais du titulaire.

Pour les opérations de maintenance, l'IGN dispose d'un délai 15 jours calendaires à compter de la date de fin des prestations de maintenance pour procéder aux opérations de contrôle. Passé ce délai, la décision d'admission des opérations de maintenance est réputée acquise.

L'admission expresse ou tacite ouvre droit au paiement des sommes dues.



## 6.1 CONTROLE DE RECEPTION

Tous les éléments d'aéronefs et matériels (y compris les outillages) reçus font l'objet d'un contrôle de réception.

### Contrôle documentaire

Un contrôle documentaire permet de s'assurer de la présence des documents exigés, à savoir :

- **Un certificat libératoire :**

Requis pour les éléments d'aéronefs (non standards). Il doit s'agir d'une EASA Form 1 ou équivalent, le document équivalent peut être :

- Pour toute pièce révisée, modifiée ou à SN constructeur : une EASA Form 1, une FAA 8130-3 « export » ou une DOT 24-0078 comportant les détails de l'entretien effectué, les documents de référence utilisés, la date à laquelle cet entretien a été terminé et l'identité y compris la référence d'autorisation de l'organisme d'entretien et de personne habilitée qui a émis ce document ;
- pour tout matériel ou élément d'aéronef neuf pouvant être identifié par une référence constructeur : une EASA Form 1, une FAA 8130-3 « export » ou une DOT 24-0078 ;
- pour tout matériel standard (AN, MS, NAS, matières premières et consommables, etc.) : un certificat de conformité.

- **Un document de conformité :**

- Un certificat de conformité émis par le fabricant : requis pour les outillages, les matières standards, les matières premières et consommables ;
- Ce peut être une documentation d'accompagnement qui doit être explicitement applicable au(x) matériel(s) considéré(s) et/ou une inscription sur l'emballage (pour les matières) contenant les références du fabricant et du fournisseur ainsi qu'une attestation de conformité à la norme et aux spécifications applicables ;
- un certificat d'essai au feu pour certaines matières premières comme les tissus ;
- un certificat d'étalonnage précisant la conformité à une norme ou à une approbation pour remise en service : pour les outillages de mesure.

- **Autres documents :**

- Rapport d'intervention, rapport d'expertise, etc.

Cas des articles achetés en lots :

- Si une matière provient de différents lots, la documentation d'acceptation de chaque lot doit être vérifiée ;
- Les articles achetés en lots doivent être fournis intacts dans l'emballage du fabricant d'origine. Sur l'emballage doit figurer : le P/N, le numéro de lot et la quantité. Sur la documentation jointe doivent figurer les mêmes informations ainsi que la référence du fabricant.

**Important :**

Si une pièce ou un outil est livré sans la documentation complète correspondante (conforme EASA) ou bien avec une documentation non pertinente, la livraison sera rejetée.

La pièce ou l'outil sera renvoyé au prestataire si le complément de documentation n'est pas livré dans les 48h après mise en demeure de l'IGN.

Si un tel manquement venait à se représenter jusqu'à 5 fois par an pour un même titulaire, l'IGN pourra décider d'exclure ce prestataire de l'accord-cadre.

## 6.2 CONTROLE VISUEL ET PHYSIQUE

- Inspection de l'emballage (état général et dégâts éventuels) ;
- Vérification de la quantité reçue par rapport à la quantité commandée et à celle indiquée sur les documents ;
- Vérification de l'identification correcte du matériel (plaque d'identification, gravure) et de la concordance par rapport aux inscriptions sur les documents d'accompagnement ;
- Etat du matériel reçu (absence de choc, rayure, corrosion, etc.) ;
- Dates limites de stockage (péremption) ;
- PV de contrôle si nécessaire. Apposition du tampon date et signature du réceptionnaire.

## ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT L'ACCORD-CADRE ET LES MARCHES SUBSEQUENTS

### 7.1 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. **L'acte d'engagement des titulaires** et ses éventuelles annexes ;
2. Le présent **cahier des clauses particulières** (C.C.P.) n° GBM 25020 ;
3. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (**C.C.A.G.-F.C.S.**) approuvé par arrêté interministériel du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021 (ce document réputé connu n'est pas annexé à l'accord-cadre) ;
4. Les règlements européens UE 2018/1139 et UE 139/2014
5. **L'offre technique et financière des titulaires** ;
6. Toutes autres pièces contractuelles postérieures à la notification du marché.

## 7.2 PIÈCES CONSTITUTIVES DE CHAQUE MARCHÉ SUBSÉQUENT

1. Les documents contractuels régissant l'accord-cadre énumérés plus haut ;
2. Le devis du titulaire du marché subséquent, signé par les parties (le devis signé vaut acte d'engagement, offre technique et offre financière) ;
3. La lettre de consultation du marché subséquent ;
4. Toutes autres pièces particulières contractuelles antérieures ou postérieures à la notification du marché subséquent.

En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre les stipulations des pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

L'exemplaire original de ces pièces conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire du marché subséquent, sur ses tarifs, ou au dos des factures et contraire aux documents contractuels indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

## ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE (APPLICABLE UNIQUEMENT AUX PRESTATIONS DE MAINTENANCE)

Les obligations du présent document s'appliquent intégralement aux sous-traitants, le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975 et à l'article L. 2193-10 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des marchés subséquents à l'accord-cadre, à condition d'avoir obtenu de l'IGN l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, seules les prestations de maintenance préventive et curative peuvent faire l'objet d'une sous-traitance.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial peut être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Quelle que soit sa forme de présentation, cet acte doit reprendre tous les renseignements mentionnés ci-dessous :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues, y compris, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le droit ou non du sous-traitant au paiement direct (pour rappel, tout sous-traitant qui intervient dans un marché public pour un montant supérieur à 600 € TTC doit être payé directement par l'IGN),

- en cas de paiement direct du sous-traitant par l'IGN, le souhait du sous-traitant de bénéficier ou non de l'avance prévue au marché,
- la déclaration qu'aucune cession ou nantissement des créances du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie,
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La présentation de ces renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision.

Le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant.

Attention : si le titulaire a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

## ARTICLE 9 - PRIX DU MARCHÉ

### 9.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

La monnaie de référence est l'euro.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, tous les frais correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des prestations dans les règles de l'art, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

### 9.2 PRIX INDICATIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les prix proposés dans le bordereau de prix figurant dans l'offre technique et financière de l'accord-cadre sont des prix indicatifs destinés à comparer les offres remises pour cet accord-cadre.

Les prix indiqués dans le bordereau de prix n'engagent pas les titulaires de l'accord-cadre.

Les prix qui seront proposés dans le cadre des marchés subséquents pour l'ensemble des pièces détachées et opérations de maintenance entrant dans le périmètre d'intervention de l'accord-cadre sont librement fixés en fonction notamment des conditions économiques en vigueur au moment des remises en concurrence organisées pour l'attribution des marchés.

### 9.3 PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS

#### Montant initial :

Les prix constitutifs des marchés subséquents sont librement fixés en fonction notamment des conditions économiques en vigueur au moment de la passation des marchés

Le montant initial hors taxes d'un marché subséquent de pièces détachées résulte de la somme des produits des quantités commandées par les prix unitaires correspondant des pièces.

Le montant initial hors taxes d'un marché subséquent de maintenance est égal à la somme des prix forfaitaires des opérations de maintenance.

Le montant initial figure dans le devis des titulaires des marchés (et dans le bon de commande associé, établi par l'IGN).

*N.B : Dans le cadre de la réalisation d'un marché subséquent de maintenance préventive et curative, des actions de maintenance supplémentaires peuvent se révéler nécessaires et feront l'objet d'un devis modificatif remplaçant le devis initial.*

*Dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché subséquent de pièces détachées, si un ou plusieurs items ne sont pas ou plus disponibles, le marché pourra faire l'objet d'un devis complémentaire.*

#### Montant de règlement :

Le montant de règlement effectivement payé au titulaire d'un marché subséquent découle de son montant initial et comprend la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que les éventuels intérêts moratoires, pénalités de retard, etc..

## ARTICLE 10 - FACTURATION

Le règlement des sommes dues au titulaire est subordonné à la transmission préalable par celui-ci d'une facture valant demande de paiement.

Les factures concernant les marchés subséquents peuvent être émises à dater de l'admission tacite ou expresse des pièces détachées ou des opérations de maintenance.

Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : 18006701900430,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,
- la référence du service prescripteur de l'IGN (SIA),
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- la désignation de la prestation exigeant un paiement,
- le montant total hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

#### DEPOT DE LA FACTURE SUR CHORUS PRO

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique à toutes les entreprises depuis le 1er janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : 18006701900430,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN.

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : [service.facturier@ign.fr](mailto:service.facturier@ign.fr)).

## ARTICLE 11 - MODALITES ET DELAIS DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution de l'accord-cadre s'effectue à terme échu, suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif dans un délai global maximum de trente (30) jours à compter de la réception des factures dûment renseignées.

Le décompte du délai se fait à réception de la facture qui vaut demande de paiement. Toutefois, le point de départ du délai est la date à laquelle le paiement est exigible, lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans formalité des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire et des sous-traitants éventuels.

Conformément aux dispositions des articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixé à 40 euros.

L'accord-cadre est financé sur les ressources de l'IGN, constituées d'une dotation de l'Etat et de recettes d'activités.

## ARTICLE 12 - SECRET- CONFIDENTIALITE

Tant pendant le cours du présent accord-cadre qu'après son expiration, et pour quelque cause que ce soit, les titulaires de l'accord-cadre s'interdisent formellement de divulguer les informations techniques, financières ou commerciales qu'ils auraient été amenés à connaître concernant l'IGN, ainsi que ses produits, ses moyens et ses projets.

Les titulaires s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires et appropriées, y compris auprès de leur propre personnel, pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

Les termes de cet article s'appliquent en intégralité aux sous-traitants éventuels des titulaires.

## ARTICLE 13 - NORMES

Les titulaires de l'accord-cadre garantissent que les prestations exécutées au titre des marchés subséquents obéissent aux normes françaises ou équivalentes européennes ou internationales en vigueur au moment de leur réalisation. La mise en conformité à la réglementation est à la charge des titulaires.

## ARTICLE 14 - AVANCE

Le délai d'exécution des prestations faisant l'objet des marchés subséquents n'excédant pas deux mois, aucune avance ne sera versée au titre de ces marchés.

## ARTICLE 15 - GARANTIE

Sans préjudice de la garantie des vices cachés prévus par le Code Civil, les pièces détachées fournies et les prestations de maintenance sont garanties pendant la durée que les titulaires de l'accord-cadre ont proposé dans leur offre technique et financière. Elle ne saurait être inférieure à celle proposée par le fabricant ou le constructeur.

La garantie prend effet à la date d'admission des fournitures ou des prestations de maintenance (cf. article 6 du présent CCP).

Le contenu et la mise en œuvre de la garantie sont définis dans l'offre technique et financière des titulaires de l'accord-cadre.

## ARTICLE 16 - ASSURANCES

Les titulaires de l'accord-cadre doivent contracter les assurances permettant de garantir leur responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Ils doivent justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'ils sont titulaires de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, les titulaires doivent être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

.

## ARTICLE 17 - PENALITES

En cas de dépassement non justifié des délais de livraison ou d'exécution des prestations, l'IGN pourra appliquer au titulaire du marché subséquent concerné des pénalités de retard dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 18 - DEMARCHE DEVELOPPEMENT DURABLE

Les titulaires de l'accord-cadre doivent mettre en œuvre toutes les actions utiles pour réduire leur impact environnemental et promouvoir une gestion durable des ressources mobilisées pour exécuter l'accord-cadre.

Les actions que les titulaires entendent mettre en œuvre sont décrites dans leur offre technique et financière.



## ARTICLE 19 - CORRESPONDANTS TECHNIQUES, ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

A compter de la notification de l'accord-cadre, les titulaires désignent le nom et les coordonnées professionnelles de la ou des personnes chargées de conduire et de diriger l'exécution des prestations en leur nom.

Pour l'IGN, le suivi technique du marché est assuré par le Service de l'imagerie et de l'aéronautique (SIA).

Le titulaire est informé du ou des référents techniques de l'IGN après notification du marché.

Le suivi administratif du marché est assuré pour l'IGN par le Département des marchés (courriel : [marches-publics@ign.fr](mailto:marches-publics@ign.fr)).

Les titulaires doivent informer l'IGN, dans les plus brefs délais, des changements affectant leur organisation. Cette obligation incombe également à l'IGN.

## ARTICLE 20 - RESILIATION

En sus du cas d'exclusion prévu à l'article 6.1, l'IGN peut exclure un titulaire de l'accord-cadre ou prononcer la résiliation d'un marché subséquent pour faute du titulaire dans les cas énumérés à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

Dans les cas prévus aux i, m et n de l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'IGN adressera un courrier recommandé avec demande d'accusé de réception signifiant la résiliation du marché. La résiliation prend effet à compter de la notification de la décision.

Dans les autres cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS, l'IGN peut prononcer la résiliation du marché après mise en demeure restée infructueuse. La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire a un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'IGN pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire fautif.

## ARTICLE 21 - LANGUE DU MARCHE

La langue utilisée pendant la procédure et l'exécution du marché est le français.

Certaines documentations techniques peuvent être rédigées en anglais.

## ARTICLE 22 - LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Paris. La loi française est seule applicable au présent marché.

## ARTICLE 23 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations du présent CCP au CCAG-FCS sont les suivantes :

L'article 4 du CCP déroge à l'article 3.7 du CCAG-FCS relatif aux bons de commande.

L'article 6 du CCP déroge à l'article 30 du CCAG-FCS relatif aux admissions.